

7B « Rapport d'autopsie »

LES ORIGINES HISTORIQUES DE L'ÉCHEC

Lewin met en avant le coût monumental de la destruction prématurée du capitalisme avec l'abandon de la NEP (1921-1928).

« L'abandon de la NEP est à l'origine des vagues de chocs qui ont engendré ou intensifié des ruptures et des "distorsions" permanentes entre les sphères économique, administrative et politique du système. Les résultats furent, à long terme, catastrophiques, à commencer par la bureaucratisation généralisée (...) ».

Le système bureaucratique naissant (bientôt pléthorique) devint l'arène et le substitut de l'économie. Les institutions de l'État se substituaient aux mécanismes du marché, purement et simplement. Elles sont devenues un mécanisme économique. Ce premier aspect est évidemment essentiel ; il est à la racine de tout.

Avant d'entrer dans le vif de son sujet, Lewin présente encore d'autres traits généraux qui ont pesé sur la suite des événements. Il en retient six :

1. Ce système était un système centré sur l'intérêt global de l'État. Le raisonnement se faisait en termes globaux : « l'État », « les classes », « le monde »...

« Mais le système n'était nullement préoccupé et n'avait rien à offrir aux individus ou aux différentes couches de la société (...) ».

Les communications aériennes étaient performantes, mais il manquait des routes. Les femmes pouvaient travailler, mais il manquait des crèches, Ce qui les condamnait, le soir, au servage domestique.

2. Traditionnellement, la production agricole se faisait à petite échelle, et était très peu liée au marché.

« Lorsque l'État s'en est mêlé, les effets ont été dévastateurs ».

3. Pour le pouvoir central, le quotidien, les initiatives, les valeurs, les questions de personnes et celles de la communauté, tout cela relevait d'une gestion à l'échelon local. C'était l'affaire du parti. Oui, ...mais non

Parce que **« le parti s'est transformé en un organe d'État, en conformité avec les intérêts de la bureaucratie centralisée, mais sans rapport avec les problèmes sociaux de la Russie réelle ».**

4. La prédilection pour la "grande politique" a nourri la propension assez naturelle à ce que le Centre produise des solutions standards appliquées au pays tout entier. De cette façon, les choses étaient plus faciles à contrôler.

Sauf que **« la complexité croissante de la scène internationale et de la société soviétique de plus en plus différenciée ne se prêtaient plus à des simplifications standardisées ».**

5. Parallèlement, le développement focalisé sur une politique du "grandiose" a entraîné la prépondérance de l'administratif sur le politique dans le parti et le système.

« Non seulement les simples citoyens, mais aussi les membres du parti étaient tenus à l'écart de toute participation significative à la vie publique (...) Les instances locales du parti sont devenues politiquement impuissantes ».

6. Le penchant d'une administration bureaucratique pour la centralisation trouve son prolongement dans sa réticence et très vite dans son incapacité à répondre à la complexité en laissant aux individus, aux collectifs et même aux gestionnaires assez d'autonomie dans la réalisation de leurs tâches.

Du coup, **« la bureaucratie se condamnait elle-même à tout décider et à tout réaliser par le seul biais d'instances bureaucratiques : au final, une tâche impossible ».**

En effet, la production de politiques standards dans une multitude de domaines de la vie courante ne pouvait qu'aboutir à l'accumulation sans fin de problèmes.

Voilà pour les six traits généraux.

Lewin prend l'exemple des nationalités. En URSS, elles étaient marquées par une différenciation croissante et des situations locales variées. Il y a bien eu des moments où le Centre a essayé de prendre en compte les conditions locales, mais le plus souvent il renonçait et se contentait de s'en remettre aux usages locaux. Le Centre continuait d'afficher sa politique standard, tandis que, sous le manteau, des pratiques plus souples se mettaient en place. Théâtre d'ombre...

L'exemple des nationalisations :

Cette politique, qui intervient pour éliminer le capitalisme, va entraîner la guerre civile. Ce principe des nationalisations est présenté, et est souvent considéré comme socialiste, mais, en fait, il a fait le jeu des réseaux de pouvoir locaux, bureaucrates et responsables administratifs divers et variés, qui allaient finir, les années passant, par constituer une classe, et renchérir sur le principe des nationalisations "socialistes", ce qui est quand même une qualification fantastique. Théâtre d'ombre, là aussi...

Il faut ajouter que la nationalisation de l'ensemble de l'économie a fait de l'État l'unique propriétaire, au début tout au moins, parce que, là encore, les années passant, ce sont les départements ministériels qui sont devenus les quasi-propriétaires, et on a vu apparaître de véritables "*fiefs*" administratifs. le Centre s'est donc morcelé et a perdu sa capacité à imposer ses politiques. Très vite, le système a jeté sur cette situation un voile idéologique tout bête : il a parlé de coordination. Théâtre d'ombre...

Voilà comment le système unifié de la propriété d'État a fabriqué un centralisme hypertrophié, qui a lui-même fabriqué du polycentrisme, tant en politique qu'en économie.

Soit la chaîne : nationalisation -> propriétaire unique -> centralisation -> hypercentralisation -> surcentralisation -> congestion -> fragmentation -> autonomie -> indépendance/polycentrisme (*fiefs*).

Il va de soi que tout cela s'accompagnait de toutes sortes de choses : rébellion vis-à-vis du Centre, intrigues, accords secrets entre *fiefs*, troc interentreprises, marché noir, pratiques illégales, guerre des chefs, etc., etc. Le tout, cela va sans dire, dans le cadre d'une planification impérative implacable. Théâtre d'ombre...

Il est facile de comprendre que, dans ces conditions, il était tout simplement impossible d'établir des objectifs raisonnables, réalistes, cohérents ; de respecter les délais ; de connaître le vrai prix des choses.

Au lieu de cela, les unités de production ou les échelons territoriaux, pour sécuriser leurs activités, faisaient des réserves de matières premières, de produits intermédiaires, même de main-d'oeuvre. Gâchis et gaspillage garantis.

Tous ceux qui étaient mêlés, de près ou de loin, à cette gigantesque comédie gestionnaire - les politiques, les administratifs et le parti - en sont sortis déconsidérés.

La population ne recueillait strictement aucun fruit de cette situation. La satisfaction de ses besoins était aléatoire. la qualité n'était pas au rendez-vous. Les inégalités se creusaient. La doxa économique officielle voulait que c'était le marché qui creusait les inégalités, et - à terme - reconstituait le capitalisme ;

et bien là, avec le système soviétique "planifié", "sans médiation" du marché, la population se retrouvait dans une société polarisée et dans **« un système économique défectueux, déséquilibré et stérile »**.

Les entreprises, à qui l'accès à un marché normal était refusé, le reconstituaient en douce par toutes sortes de combines qui étaient autant de sources de gâchis.

Lewin dit : **« La saga de l'économie soviétique peut se concevoir comme une variation sur le thème de ce qui arrivait effectivement à la périphérie en provenance du Centre ou sur son ordre, et de ce qui, de la périphérie, arrivait effectivement au centre. Ce qui se perdait en route est toute une histoire »**.

Tel était le résultat d'une usine à gaz bureaucratique inplanifiable qui a fait que, sous Staline (mais aussi par la suite), une grande partie de l'activité économique a été une succession de situations d'urgence.

Dans ce système ubuesque, la question des coûts était insoluble. À cet égard, au début des années 1920, Trotsky a fait des propositions qui, à l'époque, auraient peut-être pu être appliquées, -mais en vain.

Il proposait, par exemple, aux planificateurs d' **« utiliser les prix du marché mondial comme référence pour la planification interne¹ »**.

Il disait également que la planification ne pouvait pas **« être fabriquée dans des bureaux, sur la base d'un catéchisme communiste abstrait »**.

Il ne voyait nullement dans la NEP une concession à la paysannerie. C'était, pour lui, une politique importante pour l'industrie, dont il n'imaginait pas le développement sans le marché.

Trotsky disait : **« Le marché restera un régulateur de l'économie nationale pour une longue période à venir »**.

Exit les coûts. Que reste-t-il comme critère de planification ? Les quantités.

« Au fur et à mesure que le rôle des prix (des coûts) était relégué au second plan, la quantité est devenue la méthode naturelle pour fixer les objectifs et contrôler les résultats ».

Par ce biais aussi la qualité fut sacrifiée.

Y avait-il un pilote dans l'avion ? Je l'ai déjà un peu évoqué quand j'ai parlé du morcellement du Centre, et des fiefs. De morcellement en morcellement, à un moment c'est d'éclatement qu'il s'est agi. Feu le "Centre" est devenu incapable de maîtriser son propre appareil d'État.

« D'où cette aberration : dans ce système suradministré et surcontrôlé, identifier le "patron" était impossible ». À ceux qui demandaient désespérément "Qui est le responsable ?", répondait cet autre cri de désespoir : **« Vous ne trouverez jamais un**

¹ Discours au quatrième Congrès du Komintern, fin 1922 ; lettres au Politburo en 1923 ; brochure en 1923, dont on sait que Lénine l'a lu et appréciée, allant même jusqu'à demander au Politburo de la tirer à 200.000 exemplaires.

 *responsable parmi eux !*”. Ces lamentations pouvaient s’entendre sur toute l’étendue de l’immense territoire, dit Lewin.

Selon toute probabilité, les responsabilités se chevauchaient trop, les prérogatives de chacun étaient floues, trop de participants étaient impliqués dans le processus de coordination : tout cela étouffait les actions énergiques et il était impossible de définir clairement les responsabilités.

LES EFFETS

 ***« Le penchant bureaucratique pour la centralisation a nourri les réticences et le refus, mais bientôt aussi l’incapacité des uns et des autres à gérer la complexité, si ce n’est en étouffant les demandes et les besoins émanant de la société (y compris ceux venant des administrations elles-mêmes) ».***

Les goulets d’étranglement et les déséquilibres se multipliaient. L’accumulation des problèmes dans les usines, les villes, les campagnes, les agglomérations, y compris la corruption rampante, les disparités grandissantes, les négligences, l’injustice sociale - tout cela allait en croissant, malgré “l’omniprésence” du parti, mais aussi des contrôleurs et des analystes.

 ***« Au final, on peut parler d’une économie aberrante où plus de rebut que de production utile sortait des usines ».***

Des réformes partielles ont été engagées au cours des années 1960, mais elles ont été finalement sabordées.

 Chacun s’est alors dit : ***« La fin d’un tel système n’est qu’une question de temps ».***

Que faisait le parti ? Ses effectifs étaient en baisse. Il constatait l’approfondissement de la crise et les manifestations du déclin, mais il était absolument incapable de procéder à des changements.

Mais, il continuait de se présenter « **comme détenteur d'un pouvoir social et politique à part, supposé être à la tête du parti et de l'État** ». Théâtre d'ombre...

Au vrai, au fil des ans, un renversement des rôles s'était opéré : en lieu et place d'une domination unilatérale de l'État par l'appareil du parti, -ce qui a été le cas à une certaine époque, -l'administration du parti a été absorbée par la bureaucratie d'État.

« **Le nouveau souverain (c'est-à-dire le parti), bien loin d'exprimer les intérêts de ses membres et plus largement de la société, n'était plus que le porte-parole des administrations qui, en principe, lui étaient subordonnées** ».

Cette absorption du parti par l'État a signifié la neutralisation du facteur politico-idéologique, et l'administration a eu toute latitude pour s'en remettre à ses propres critères. Lesquels ? La question ne sera pas posée...

Tous ces effets en cascade procèdent de quelque chose qui été dit au tout début, à savoir que la propriété étatique de toute l'économie dans le cadre d'une gestion centralisée a tout entraîné dans une logique folle de gigantisme qui a elle-même produit une "économisation" du système politique et du parti lui-même, mais pas que ; en effet, les méthodes "économistes" ont été aussi étendues aux sciences, à l'éducation, à la culture, à l'idéologie.

Là où on aurait pu s'attendre, du fait de la propriété d'État, à une politisation des questions, c'est en fait une dépolitisation générale qui est intervenue, et qui a éloigné de la définition des choix politiques non seulement les citoyens "de base" mais aussi toutes les personnes occupants des postes importants dans les administrations.

Lewin indique que le processus qu'il décrit a connu des étapes, qu'il sera intéressant de décrire, mais que cette tâche est encore hors de portée faute d'études détaillées.

Quoi qu'il en soit, à l'arrivée, dans les années 1980, on peut dire que c'est la stagnation.

« dans la pratique, la machine de l'État n'avait plus personne à sa tête ; elle n'avait de comptes à rendre qu'à elle-même, autant dire à personne. À ce moment, elle était déjà à la dérive, énorme, lourde, puissante, mais incapable de changer, en fait elle était morte ».

Morte de quoi ? De démesure. D'overdose.

« De la croissance, on était passé à une hypertrophie, et, au final, ce fut l'effondrement ».

POURQUOI CELA A-T-IL DURÉ ?

La terreur ? Sous Staline, peut-être, sûrement, certainement. Mais, pas après. Sous Khrouchtchev, la terreur a réellement diminué.

« Si le système a duré, c'est tout d'abord à cause et grâce à une composante tumultueuse et dynamique de son histoire, qui a servi de base à l'existence d'un État fort. Les exploits sur les champs de bataille et la course aux armements qui a suivi ont ajouté des lauriers, et le système a su en tirer profit ».

Mais, ces réussites ont aussi contribué au tournant conservateur du régime, typique chez les vainqueurs des grandes batailles :

« leur vigilance décroît, ils n'ont pas conscience du déclin, et ils n'ont plus ni la volonté ni la capacité d'engager des réformes ».

J'ai parlé, il y a un instant, de stagnation. On peut considérer que celle-ci n'est intervenue au sens plein du terme que dans les années 1970, même si les mécanismes de blocage ont commencé à se mettre en place et à jouer bien plus tôt.